

ÉLECTION PARTIELLE DANS IBERVILLE

**La mairesse fait un 180 degrés face aux pressions des citoyens et de l'opposition**

**Longueuil, 2 septembre 2020** — Les élu.e.s de l'opposition observent avec satisfaction le revirement de la mairesse sur cet enjeu de représentation démocratique et son intention de saisir le conseil municipal d'une résolution demandant le déclenchement prochain d'une élection partielle dans le district d'Iberville ; district laissé officiellement vacant depuis le 7 février 2020 suite à la démission du conseiller d'Action Longueuil, Éric Beaulieu.

« Cela fait 7 mois maintenant que les citoyens ne sont pas représentés au conseil municipal : les citoyens d'Iberville sont des citoyens de Longueuil comme les autres et méritent d'être représentés par un élu municipal au même titre que les autres. On ne peut pas demander plus longtemps aux autres élus de l'arrondissement, ou même à l'administration municipale de faire le travail qui serait normalement dévolu au conseiller élu du district d'Iberville. Pour nous, c'est un enjeu de représentation démocratique et d'imputabilité », d'indiquer Xavier Léger.

Le chef de l'opposition, Xavier Léger, relève que par cette décision la mairesse semble finalement admettre avoir commis une mauvaise interprétation des directives ministérielles sur l'organisation d'une élection partielle. Ce dernier souligne d'ailleurs que la ministre Andrée Laforest réaffirmait encore hier, sur les ondes de la radio de Radio-Canada, que c'est aux maires et aux conseils municipaux de faire la demande pour la tenue d'une élection partielle. Il s'agit exactement de ce que les élu.e.s de l'opposition ont toujours affirmé et que la mairesse a toujours contesté.

Rappelons que le 24 août dernier, les élu.e.s de l'opposition ont indiqué souhaiter que la mairesse exerce ses prérogatives en demandant à la ministre de déclencher une élection partielle dans Iberville. Une élection partielle qui devait se tenir initialement le dimanche 14 juin et qui a été reportée par la ministre des Affaires municipales de l'Habitation à cause de la pandémie.